



La fin du rêve espagnol pour les immigrés d'Amérique Latine

MADRID, 28 décembre 2010 (AFP) - "Le projet était de rester en Espagne, de faire venir les enfants, d'obtenir des papiers". Mais la crise a balayé les rêves de Magaly Baez, une jeune Paraguayenne qui s'apprête à regagner son pays, lasse de frapper à la porte d'une cantine populaire pour se nourrir.

La jeune femme de 26 ans a perdu son travail d'employée de maison il y a quelques mois, tout comme son mari, serveur dans un restaurant. Comme pour des milliers d'immigrés latino-américains, la crise économique qui s'est abattue sur l'Espagne depuis 2008 a sonné la fin de toutes ses illusions.

"On nous a proposé de rentrer chez nous, et j'ai accepté", raconte Magaly. Sans travail, le couple en situation illégale n'a aucune chance d'obtenir un permis de séjour. Trois ans après son arrivée, il a dû accepter le billet d'avion proposé par le gouvernement.

Ce matin de décembre, Magaly sort du réfectoire spécialement ouvert pour les immigrés par le gouvernement régional de Madrid, chargée de sacs renfermant la nourriture pour elle-même, son mari et leur bébé de neuf mois.

"Au début, j'avais honte. Mais sans cela, qui sait si nous aurions à manger", confie la jeune femme, la voix neutre pour masquer son émotion, qui a abandonné l'espoir de faire venir du Paraguay ses trois autres enfants.

Aujourd'hui, elle survit en travaillant comme femme de ménage ou en gardant des enfants quelques heures par semaine.

Javier Hernandez, le directeur de la cantine, reconnaît que celle-ci "est saturée depuis juin", avec "plus de 600 repas par jour" contre 500 il y a un an et 300 avant la crise.

Les immigrés d'Amérique Latine sont aujourd'hui, officiellement, 1,45 million en Espagne, soit 26,6% du total des immigrés (5,7 millions sur 47 millions d'habitants).

La plupart sont arrivés dans les 15 dernières années, attirés par les perspectives d'emploi notamment dans le secteur de la construction, qui a porté le développement économique de l'Espagne avant la crise.

Mais depuis 2008, cette population fragile a subi de plein fouet l'explosion du chômage, qui frappe aujourd'hui 30% d'entre eux pour une moyenne nationale de 20%, selon l'Institut national de la statistique.

Le gouvernement a parié un temps sur les retours volontaires, sans rencontrer l'écho espéré.

En deux ans, 6.000 personnes ont accepté le billet d'avion proposé aux plus vulnérables. 15.000 autres, selon le ministère du Travail, ont répondu à un plan d'aide financière prévoyant le versement d'une partie de l'allocation chômage dans le pays de retour, alors que le gouvernement attendait 100.000 demandes.

Cesar Lezcano, un Equatorien de 40 ans qui a perdu en novembre son emploi de boulanger, a accepté cette offre.

"Je n'ai pas réfléchi beaucoup. J'ai voulu profiter du peu que j'avais", explique-t-il. Il a empoché 3.500 euros, 40% de l'allocation chômage à laquelle il a droit pour dix mois, et recevra les 5.000 euros restants une fois rentré à Quito, de quoi "ouvrir un petit commerce".

Mais d'autres ne peuvent se résigner à retourner en arrière. "C'est un échec. Les sommes proposées ne suffisent pas pour payer les billets, acheter une maison et monter une petite affaire", remarque Raul Jimenez, porte-parole de l'ONG Ruminahui.

"Le retour, pas encore", assure German Cuellar, un Bolivien de 44 ans, serveur au chômage depuis un an et demi, sans papiers, qui espère toujours un hypothétique permis de séjour et un travail "hors de Madrid".

Il est venu à la cantine chercher à manger pour ses enfants de 17 et trois ans. "Nous lutterons jusqu'au bout. Si nous devons partir, nous le ferons. Mais les enfants vont à l'école, et nous ne voulons pas qu'ils arrêtent".